

Avis administratifs

7319266301 - AA
COMMUNAUTÉ URBAINE
CAEN LA MER
Modification n°4 du Plan local
d'urbanisme de Bretteville-sur-Odon
et définition du périmètre délimité
des abords des Monuments
historiques

ARRÊTÉ DE MISE EN ENQUÊTE PUBLIQUE 2E AVIS

Par arrêté n° A-2023-010, le président de la Communauté Urbaine Caen la mer ordonne l'ouverture de l'enquête publique unique relative à la modification n° 4 du Plan local d'urbanisme (PLU) de Bretteville-sur-Odon et à la définition du périmètre délimité des abords des 3 Monuments historiques de la commune : l'église, l'ancien manoir de l'Abbaye du Mont-Saint-Michel, dit Ferme de la Baronnerie, l'ancienne ferme de Than ou ferme du Vieux-clocher.

L'enquête publique se tiendra du lundi 6 mars 2023 (9 h 00) au vendredi 7 avril 2023 (17 h 00). La mairie de Bretteville-sur-Odon est désignée comme siège de cette enquête publique.

Le dossier d'enquête, en version papier, contenant les pièces du projet de modification n°4 du PLU, ainsi que les éléments imposés au titre de l'article R.123-8 du Code de l'environnement, seront tenus à la disposition du public à la mairie de Bretteville-sur-Odon et au siège de la Communauté Urbaine Caen la mer pendant toute la période de l'enquête publique, aux jours et heures d'ouverture au public des établissements mentionnés ci-dessous. Le dossier pourra en outre être consulté sur un poste informatique en mairie de Bretteville-sur-Odon et à l'Hôtel de la Communauté Urbaine de Caen la mer.

Mairie de Bretteville-sur-Odon, place de la mairie, 14760 Bretteville-sur-Odon :

- lundi au vendredi : 8 h 30-12 h 00 et 13 h 30-17 h 00.
- fermé le jeudi matin.

Siège de la Communauté urbaine Caen la mer, 16, rue Rosa-Parks, 14000 Caen :

- lundi au jeudi de 8 h 30 à 17 h 30,
- vendredi de 8 h 30 à 16 h 30.

Le public devra se soumettre aux mesures barrières mises en œuvre, le cas échéant, sur les lieux d'accueil du public en général, et de consultation du dossier d'enquête en particulier, afin de faire face à l'épidémie de Covid-19.

Toute personne pourra sur sa demande et à ses frais obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la Communauté urbaine Caen la mer.

Le dossier de modification n° 4 du Plan local d'urbanisme et de définition du périmètre délimité des abords des Monuments historiques faisant l'objet de l'enquête sera également consultable en ligne sur les sites internet de la mairie de Bretteville-sur-Odon (<https://www.brettevillesurodon.fr>), de la Communauté Urbaine Caen la mer : concertations en cours | Caen la mer et sur le site du registre dématérialisé à l'adresse : <https://www.registre-dematerialise.fr/4485> pendant toute la durée de l'enquête.

Aussi, le public pourra formuler ses observations et propositions dans les conditions suivantes :

- par écrit, un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur sera ouvert et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête à la mairie de Bretteville-sur-Odon et à l'hôtel de la Communauté Urbaine Caen la mer,
- par voie électronique, sur le registre numérique dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/4485>,
- par mail, à l'adresse suivante : enquete-publique-4485@registre-dematerialise.fr

- par voie postale, à l'attention du commissaire enquêteur pour modification n° 4 du PLU, sous pli cacheté, au siège de l'enquête publique : mairie de Bretteville-sur-Odon, place de la Mairie, 14760 Bretteville-sur-Odon.

Ces observations doivent parvenir au commissaire enquêteur au plus tard vendredi 7 avril 2023 (17 h 00).

M. Bernard Mignot a été désigné commissaire enquêteur par M. le Président du tribunal administratif de Caen. Il recevra à la mairie de Bretteville-sur-Odon les observations orales et écrites des intéressés le :

- lundi 6 mars 2023, de 9 h 00 à 12 h 00,
- samedi 18 mars 2023, de 9 h 00 à 12 h 00,
- mercredi 29 mars 2023, de 14 h 00 à 17 h 00,
- vendredi 7 avril 2023, de 14 h 00 à 17 h 00.

À l'expiration du délai de l'enquête, les registres seront clos par le commissaire

À l'expiration du délai de l'enquête, les registres seront clos par le commissaire enquêteur qui disposera d'un délai d'un mois pour transmettre à M. le Président de la communauté urbaine et à M. le Président du tribunal administratif son rapport et ses conclusions motivées.

La copie du rapport, accompagné des conclusions et des avis du commissaire enquêteur sera adressée par l'autorité compétente au maire de Bretteville-sur-Odon et au préfet du département du Calvados. Le public pourra les consulter à la mairie de Bretteville-sur-Odon (place de la Mairie, 14760 Bretteville-sur-Odon) et au siège de la Communauté Urbaine Caen la mer (16, rue Rosa-Parks, CS 52700, 14027 Caen cedex 9) aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi que sur les sites des deux collectivités pendant 1 an.

La procédure de modification n° 4 du Plan local d'urbanisme de Bretteville-sur-Odon n'a pas nécessité d'évaluation environnementale en application des articles L.104-1 et suivants du Code de l'urbanisme. Les informations environnementales sont consultables dans le dossier soumis à l'enquête publique.

La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est le président de la Communauté Urbaine Caen la mer pour le Plan local d'urbanisme. Des informations peuvent également être demandées au maire de Bretteville-sur-Odon.

La personne responsable du projet de création de périmètre délimité des abords des Monuments historiques est l'architecte des bâtiments de France auprès de la Direction régionale des affaires culturelles de Normandie, unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Calvados (02 31 15 61 00).

À l'issue de l'enquête publique, le Plan local d'urbanisme et le périmètre délimité des abords des Monuments historiques, éventuellement modifiés pour tenir compte des résultats de l'enquête, pourront être approuvés par le conseil communautaire de Caen la mer.

7321259601 - AA

Communauté de communes VAL ÈS DUNES

Extension et ajustement du périmètre du DPU AVIS

Par délibération en date du 19 janvier 2023, le conseil communautaire de la communauté de communes Val ès dunes a institué le droit de préemption urbain (DPU) sur les zones urbaines et à urbaniser (zones U et AU) des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) des communes de : Airan, Argences, Banneville-la-Campagne, Bellengreville, Billy, Cagny, Canteloup, Cesny-aux-Vignes, Emiéville, Frénoville, Janville, Moul, Ouézy, Saint-Ouen-du-Mesnil-Oger, Saint-Pair, Vimont et sur 5 secteurs sur la commune déléguée de Chicheboville (14370) conformément au plan de zonage de sa carte communale approuvée le 26 novembre 2019 et annexé à la délibération susmentionnée.

La délibération sera affichée dans les mairies concernées pendant 1 mois et pourra être consultée au siège de la Communauté de communes, 1, rue Guéritot, Argences (14370).

Le Président,
Philippe PESQUEREL.

Vie des sociétés

7321378001 - VS

CM CO.MET

Société à responsabilité limitée
Au capital de 7 622,45 euros
En cours de liquidation
Siège social
et siège social de liquidation :
32, rue du Hameau Descrues
14450 GRANDCAMP-MAISY
390 380 780 RCS Caen

AVIS DE LIQUIDATION

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 31 janvier 2023, il résulte que les associés, après avoir entendu le rapport du liquidateur, ont approuvé les comptes de liquidation ; donné quitus au liquidateur et déchargé de son mandat ; prononcé la clôture des opérations de liquidation.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de Caen.

Mention sera faite au Registre du commerce et des sociétés de Caen.

Le Liquidateur.

7321148801 - VS



BOULIER-VIDEAU- LECOMTE- DE PANTHOU-PICOT

Avocats associés
8, rue Alfred-Kastler
14000 CAEN
Tél. : 02 31 80 42 51
Télécopie : 02.31.86.45.73

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date du 25 février 2023, il a été constitué une société à responsabilité limitée.

Sa dénomination sociale est NR HOLLAND.

Le capital social a été fixé à 20 000 euros divisé en 2 000 parts sociales d'une valeur nominale de 10 euros intégrales souscrites et libérées dans la proportion prévue par la loi.

Le siège social est fixé à Fontenay-le-Pesnel (14250), 7, impasse du Four-à-Chaux.

L'objet social est « - l'acquisition, la prise de participation dans toutes sociétés ou entreprises et la gestion, la cession de ces participations ; - toutes prestations de services de nature commerciale, administrative, comptable, financière, ou de secrétariat auprès des sociétés dans lesquelles elle détient ou non des participations ; - l'acquisition, l'exploitation, l'édification, la location de tous biens immobiliers ; - la réalisation de placement de liquidités de la société en valeurs mobilières, OPCVM, contrat de capitalisation ou tout autre type de placement nécessaire à la gestion de sa trésorerie ; - la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations ou entreprises pouvant se rattacher à l'objet social, et plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières, et autres se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et à tous objets similaires ou connexes et pouvant contribuer au développement de la société. - et d'une manière générale toutes opérations mobilières ou immobilières, commerciales, industrielles, financières pouvant contribuer directement ou indirectement à la réalisation de cet objet ».

La durée est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Le gérant est Mme Nadège FARCY née BRIARD demeurant à Fontenay-le-Pesnel (14250), 7, impasse du Four-à-Chaux.

La société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Caen.

Pour avis.

7321305501 - VS

In Extenso Experts-Comptables

AVIS DE CONSTITUTION

Il a été constitué une société par acte sous seing privé.
Dénomination : SCI DE IMMOPECHER.

Forme : société civile immobilière.
Siège social : 55, rue de Caen, 14123 Ifs.

Objet : l'acquisition, la construction, l'aménagement, la mise en valeur, l'administration, l'exploitation par bail, la location ou autrement de tous biens ou droits immobiliers à quelque endroit qu'ils se trouvent situés, la prise de participation dans toutes sociétés immobilières, l'obtention de toutes ouvertures de crédit, prêts ou facilités de caisse, avec ou sans garanties hypothécaires destinés au financement des biens ou droits immobiliers acquis par la société, ou au paiement des coûts d'aménagement, de réfection ou autres y afférents, éventuellement et exceptionnellement l'aliénation ou des biens ou droits immobiliers devenus inutiles à la société, au moyen de vente, échange ou apport en société.

Durée de la société : 99 années (s).
Capital social fixe : 500 euros.

Cession de parts et agrément : toute cession de parts doit être agréée par assemblée générale extraordinaire.

Gérant : M. Yannick PECHEUR, demeurant 55, rue de Caen, 14123 Ifs.

La société sera immatriculée au RCS de Caen.

7321168201 - VS



BOULIER-VIDEAU- LECOMTE- DE PANTHOUPICOT

Avocats associés
8, rue Alfred-Kastler
14000 CAEN
Téléphone : 02 31 80 42 51
Télécopie : 02.31.86.45.73

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date du 23 février 2023, il a été constitué une société par actions simplifiée.

Sa dénomination sociale est DRIVER CABOURG NORMANDY.

Le capital social a été fixé à 5 000 euros divisé en 5 000 actions d'une valeur nominale de 1 euro souscrites et libérées dans la proportion prévue par la loi.

Le siège social est fixé à Le Breuil-en-Auge (14130), La Cour Saint-Denis. L'objet social est « La société a pour objet, en France et à l'étranger : le transport public routier de personnes avec des véhicules n'excédant pas 9 places, conducteur compris ; location de véhicules avec chauffeur et location de véhicules sans chauffeur ; la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations ou entreprises pouvant se rattacher à l'objet social, et plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières, et autres se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et à tous objets similaires ou connexes et pouvant contribuer au développement de la société. » La durée est fixée à 99 années, à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Le président est M. Sébastien BREINER demeurant à Le Breuil-en-Auge (14130), La Cour Saint-Denis. La société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Lisieux.

7321216701 - VS

SCI des 3 et 5 rue Pasteur

SCI au capital social de 225 624 euros
Siège social : 5, rue Pasteur
14000 CAEN
419 509 534 RCS de Caen

GÉRANT

Aux termes de l'AGE en date du 21 février 2023, les associés ont pris acte de la modification de la gérance de la société :

- M. Bernard CREANCE, demeurant 5, rue Pasteur, 14000 Caen (nomination).
- M. Xavier CREANCE, demeurant 10, rue Constant-Forget, 14000 Caen (nomination).
- Mme Pascalé EURIAT, demeurant 8, rue Feniton, 14111 Louvigny (nomination).
- Mme Monique CREANCE (partant). Mention sera portée au RCS de Caen.

7321816701 - VS



SELARL D'AVOCATS
2 Porte de l'Europe, 14000 CAEN

SAEML LE MEMORIAL DE CAEN

SA au capital de 1 233 027 euros
Siège social : CAEN (Calvados)
Esplanade Général Dwight Eisenhower
348 713 694 RCS Caen

AVIS DE MODIFICATIONS

La VILLE DE CAEN, administrateur, a désigné M. Morgan TAILLEBOSQ domicilié à Fleury-sur-Orne (Calvados), 9, rue Serge Rouzière, en qualité de représentant permanent à compter du 12 décembre 2022 en remplacement de Mme Emmanuelle DORMOY.

Aux termes des délibérations du conseil d'administration du 3 mars 2023, les administrateurs ont nommé M. Kléber ARHOUL demeurant à Bretteville-sur-Odon (Calvados), 3, rue de l'Avenir, en qualité de directeur général non administrateur, en remplacement de M. Stéphane GRIMALDI, démissionnaire.

Pour avis
Le Directeur général.

7321892401 - VS

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte SSP du 6 mars 2023, il a été constitué une société à responsabilité limitée dénommée : SARL TERRES ET EAUX TRAVAU PRIVÉS.

Capital : 1 000 euros.
Siège social : 10, rue des Lièvres, 14790 Fontaine-Étoupefour.

Objet : terrassements et réseaux souterrains, réseaux d'eau.

Gérant : M. AUVRAY Vincent, demeurant : 10, rue des Lièvres, 14790 Fontaine-Étoupefour.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de Caen.

La Gérance.

Tribunal

7321655801 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 1er mars 2023

Liquidation judiciaire
SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE LES PLOMBIERS CAENNAIS. 3, place Jean Nouzille, Espace Conquérant, 14000 Caen. RCS Greffe de Caen 842 618 852. Activité : travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1er octobre 2021, désignant liquidateur Me Judith DOUTRESSOULLE, 77, rue de Bernières, 14000 Caen. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du Code de commerce.

7321655901 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 1er mars 2023

Liquidation judiciaire
SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE REPRO SERVICE. 4, place de l'Horloge, 14200 Hérouville-Saint-Clair. RCS Greffe de Caen 338 884 216. Activité : photocopie, préparation de documents et autres activités spécialisées de soutien de bureau. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 23 février 2023, désignant liquidateur Me Alain LIZÉ - 11, place de la Résistance, 14018 Caen Cedex 2. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce.

7321656201 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 1er mars 2023

Procédure de redressement judiciaire
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE ÉNERGIE ÉCONOMIE ET DURABLE. 38, rue Basse 14000 Caen. RCS Greffe de Caen 849 138 052. Activité : travaux d'isolation. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire. Date de cessation des paiements le 19 juillet 2022, désignant mandataire judiciaire Me Alain LIZÉ, 11, place de la Résistance 14018 Caen Cedex 2. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du Mandataire Judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du Code de commerce.

7321656501 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 1er mars 2023

Redressement judiciaire
SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE ETABLISSEMENT PROD'HOMME. 130, rue de l'Odon, Parc d'Activités " les Rives de l'Odon ", 14790 Mouen. RCS Greffe de Caen 350 888 004. Activité : travaux de menuiserie bois et PVC. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 1er septembre 2021, désignant mandataire judiciaire Me Alain LIZÉ - 11, place de la Résistance, 14018 Caen Cedex 2. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce.

7321656601 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 1er mars 2023

Procédure de sauvegarde
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE GOUVILLE FROID. 3, avenue des Carrières 14760 Bretteville-sur-Odon. RCS Greffe de Caen 344 172 994. Activité : installation de machines et équipements mécaniques. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de sauvegarde et désignant administrateur SELARL TRAJECTOIRE, prise en la personne de Me BEAUSSART, 8, place Gardin - Résidence Duc Guillaume 14000 Caen avec les pouvoirs : de surveiller le débiteur dans sa gestion, mandataire judiciaire Me Judith DOUTRESSOULLE, 77, rue de Bernières 14000 Caen. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du Mandataire Judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du Code de commerce.

7321656801 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 1er mars 2023

Liquidation judiciaire
SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE AU COIN DU JEU. 67, rue Saint-Jean 14400 Bayeux. RCS Greffe de Caen 911 566 305. Activité : restauration de type rapide. Jugement prononçant la liquidation judiciaire. Date de cessation des paiements le 1er décembre 2022, désignant liquidateur Me Judith DOUTRESSOULLE, 77, rue de Bernières 14000 Caen. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du Code de commerce.

7321656401 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 1er mars 2023

Liquidation judiciaire
SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE MR PATATES. 19, rue de l'Église, 14330 Lion. RCS Greffe de Caen 909 388 209. Activité : commerce de détail de fruits et légumes en magasin spécialisé. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 31 décembre 2022, désignant liquidateur Me Alain LIZÉ, 11, place de la Résistance, 14018 Caen Cedex 2. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce.



Infogrefe.fr :
un accès direct
aux informations
des Greffes des Tribunaux
de Commerce

